



*Sherpa



M. Emmanuel Macron

Président de la République Française

Palais de l'Elysée

55, rue du Faubourg Saint Honoré

75008 Paris

Objet : Lutte contre l'évasion fiscale / Négociations européennes sur la directive sur le reporting pays-par-pays public

Paris, le 11 mai 2021

Monsieur le Président de la République,

Les 19 ONG et syndicats regroupés au sein de la Plateforme Paradis Fiscaux et Judiciaires se mobilisent depuis près de 15 ans sur les questions de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

Par ce courrier, nous souhaitons vous faire part de notre inquiétude quant à la position défendue par la France dans le cadre des négociations en cours visant à introduire une directive sur le reporting pays-par-pays public pour les grandes entreprises multinationales, mesure indispensable pour vérifier si les entreprises paient des impôts dans les pays où elles ont une activité économique réelle et pour lutter contre les pratiques d'évasion fiscale, et sur le rôle joué par la France.

La position du Conseil, soutenue par la France, est en effet problématique à deux égards :

- Elle propose de limiter le périmètre géographique des reportings pays-par-pays aux Etats Membres de l'UE et à ceux de la liste des "territoires non coopératifs", plutôt qu'à l'ensemble des pays dans lesquels les entreprises opèrent, ce qui rendrait la mesure inefficace. Il serait en effet impossible de suivre les montages et de comparer les informations par pays. Il est donc indispensable que les négociations en trilogue décident de l'extension du périmètre géographique à tous les pays d'activité.

- Elle propose d'instaurer une clause qui permettrait aux entreprises de ne pas divulguer certaines informations lorsqu'elles estiment qu'elles portent atteinte à leur compétitivité. Une telle clause amoindrirait très fortement la directive en laissant aux entreprises le choix de se conformer, ou non, à la loi.

L'argument de la préservation de la compétitivité des entreprises européennes ne saurait justifier de telles limites. Les banques européennes publient d'ores et déjà un reporting public dans l'ensemble des pays où elles opèrent, sans clause d'exception, sans que leur compétitivité ne s'en trouve affaiblie. De même, l'étude d'impact de la Commission européenne révèle que le reporting projet par projet des industries extractives ne menace en rien la compétitivité des entreprises concernées. A la lumière de ces éléments, nos organisations s'inquiètent de ce que le gouvernement reprenne sans distance la position de certaines organisations du secteur privé, à rebours de l'ensemble des conclusions des études d'impact et travaux de recherche menés sur la transparence des entreprises, et au risque de rendre la mesure inopérante.

Nous espérons vivement voir évoluer très rapidement la position française sur ce sujet, et appelons à ce que la France soutienne publiquement et effectivement une réelle mesure de transparence fiscale des multinationales.

Nous restons à votre disposition pour une rencontre afin de discuter plus en détails de ce sujet capital.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre très haute considération.

Cc : Bruno Le Maire, ministre de l'Economie et des Finances
Jean-Yves le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères
Clément Beaune, secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes


Sylvie Bukhari-de Pontual
Présidente,
CCFD-Terre Solidaire



Nadège Buquet
Déléguée générale,
Transparency International
France



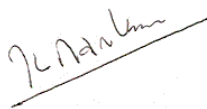
Sandra Cossart
Directrice,
Sherpa



Cécile Duflot
Directrice Générale,
Oxfam France



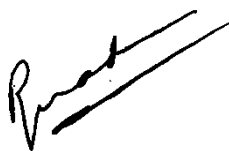
Jean-Louis Marolleau
Secrétaire Exécutif,
Réseau Foi et Justice Afrique



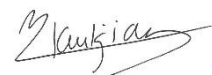
Anne Guyot-Welke,
Secrétaire générale,
Solidaires Finances Publiques



Raphaël Pradeau
Porte-parole,
Attac



Maé Kurkjian,
Directrice France – interim
ONE



Elise Van Beneden
Présidente,
Anticor

Elise Van Beneden

Contact : Lison Rehbinder, coordinatrice de la Plateforme Paradis Fiscaux et Judiciaires,
CCFD-Terre Solidaire, 4 rue Jean Lantier, 75001 Paris
06 31 29 11 60 – l.rehbinder@ccfd-terresolidaire.org